

"Orléans, une vraie ville universitaire"

Maire d'Orléans, enseignant de linguistique à l'université, ancien Ministre, Jean-Pierre Sueur a aussi été rapporteur du budget de la recherche et de plusieurs lois sur l'enseignement supérieur à l'Assemblée Nationale.

■ **Espace Universitaire :** L'université représente un réel investissement pour votre ville, que ce soit en financements directs ou en infrastructures induites. Or ses étudiants ne sont pas forcément vos électeurs, ni leurs parents vos contributeurs. Que vous apportiez-elle concrètement qui justifie ces efforts ?

Il est pour moi évident que le fait universitaire est un facteur de développement d'une agglomération. L'université est d'ailleurs, ici, partie prenante d'un processus plus large. Nous avons, en fait à Orléans tout un écosystème, d'abord, qui a pris récemment la forme de l'association "Orléans Technopôle", et qui se traduit, en particulier, par de nombreuses réalisations au sud d'Orléans. Il y a là les laboratoires de recherche du CNRS, du BRGM, de l'INRA, ceux de l'université bien sûr, et bientôt l'ORSTOM, ainsi que des entreprises regroupées autour du centre d'innovation, Orléans campus, toute une gamme de pôles d'activités spécialisés dans les domaines de la pharmacie, de la cosmétique, de l'informatique, des techniques de production avancées. J'ajoute qu'Orléans vient d'accueillir l'Institut Français de l'Environnement et va accueillir dans quelques mois l'Université de La Poste, qui est en construction. Est ainsi favorisée la synergie entre université, recherche et développement technologique. Une entreprise ou un chercheur qui vient à Orléans pour cet environnement, c'est à plus pour toute l'agglomération !

Un autre apport important c'est l'enrichissement réciproque que peuvent produire les échanges entre l'université et la ville. Le Campus de La Source est à 12 kilomètres du centre d'Orléans. Pour répondre de façon positive à cet isolement nous avons choisi de mener deux actions parallèles. D'abord nous construisons des liaisons entre le Campus et la ville nouvelle de La Source, deux mondes qui cohabitaient sans s'interpénétrer. C'est l'opération "Cœur de ville" ou "Centre Ville" de La Source.

L'idée : créer à la jointure du Campus et de la ville un centre de vie nouveau pour les deux ensembles. C'est l'insuccès, dit-on, dans une démarche d'achèvement du Campus ; de nouvelles constructions voient le jour et peuvent s'articuler autour du projet, à l'image des dernières résidences universitaires. Ainsi le Campus commence enfin à s'animer !

Ensuite, nous travaillons à intégrer le Campus dans l'agglomération d'Orléans tout entière. En créant des lignes de bus nous avons créé un exemple. Nous avons aussi en soutenant dans la ville toute une série d'activités susceptibles d'intéresser les universitaires en matière de théâtre, de chorégraphie, de médiation, d'expositions, de festivals... Bref tout un ensemble d'initiatives culturelles auxquelles il faut ajouter un souci constant d'animation générale de la ville. Orléans doit être synonyme de vie intellectuelle dynamique. Être étudiant ce n'est pas seulement suivre des cours, c'est aussi pouvoir aller prendre un pot dans une rue pittoresque sympathique, avoir accès à la culture vivante,

entrer en contact avec d'autres gens... C'est tout cela qui constitue une vraie vie universitaire !

■ **Dans le nouveau cadre de la contractualisation avec l'Etat, vous avez directement financé des actions universitaires locales. Quel bilan tirez-vous du partenariat ?**

Dans le contrat "Universités 2000", nous nous sommes effectivement engagés à investir 50 millions de Francs sur quatre ans.

"Universités 2000" était un bon accord et je suis un défenseur du partenariat ainsi instauré. Je suis partisan d'une politique contractuelle au sein de laquelle l'Etat joue pleinement le rôle qui est le sien, car c'est nécessaire pour qu'il y ait une politique nationale de l'enseignement supérieur, qui est elle-même la condition d'existence d'une politique d'aménagement du territoire susceptible de corriger les déséquilibres. La régionalisation intégrale dont certains ont pu se faire un exemple. A fait disparaître les disparités, car les collectivités locales disposent de moyens très inégaux. En revanche, une responsabilité partagée avec la région, le département et les communes concernées est une bonne chose. En tant que Maire, je suis prêt à mobiliser des moyens financiers de ma commune pour aider l'université, mais cela implique, bien sûr, que ma ville puisse participer au débat sur le développement de l'université. Il faut un temps où les universitaires discutent seuls de l'avenir des facultés. Je pense que c'était excessif. L'université

est faite pour la nation et pas uniquement pour ses enseignants. Mais un partenariat où personne n'accapare le pouvoir est la bonne solution.

Dès lors, le contrat n'est pas un pis-aller ou une concession, mais c'est l'instance d'équilibre d'orientation pour l'avenir. Je crois qu'il ne faut ni revenir au passé du "tout-Etat" ni basculer dans une fuite en avant du "tout-local". En fait, la réussite de la contractualisation repose sur la condition que l'Etat ne soit pas en situation de mendiant. Car, dans ce cas, la politique universitaire risquerait de n'être guidée que par des considérations localistes. Chaque canton achèterait son morceau d'enseignement supérieur, un peu comme autrefois chaque commune rurale voulait son bureau de tabac ! Pour éviter cela, il faut que l'Etat ait la force et les moyens de résister aux pressions naturelles des élus locaux.

Dans le même esprit, je pense que la loi Savary de 1984, qui a été parfois injustement décriée, permettait au respect d'un certain nombre d'équilibres qu'il serait mauvais de remettre en cause, ainsi que le souhaitait Monsieur Fillon. Cette tentative de vider la loi de 1984 de son sens, aboutissait à remettre en cause l'idée même d'université en faveur de la dissolution du tissu universitaire.

Je crois qu'il ne faut ni revenir au passé du "tout-Etat" ni basculer dans une fuite en avant vers le "tout-local".

■ **Faut-il associer plus les collectivités locales à la politique de l'enseignement supérieur dans une sorte de Conseil National ?**

Non, je ne crois pas. Il ne faut pas multiplier les pseudo-sénats ou répéter le Conseil Economique et Social. Il faut faire fonctionner les institutions de la République, le Parlement en premier lieu. Je pense ici par exemple à la création des quatre nouvelles universités en région parisienne.

Voilà une décision qui aurait gagné à être plus discutée, bien qu'elle ait été prise par un gouvernement dont je soutiens l'action et qui a fait des efforts remarquables pour l'enseignement supérieur. Ce qui était en jeu, c'était l'aménagement du territoire dans le grand bassin parisien. Faut-il accentuer les déséquilibres libérés par les pressions naturelles des élus locaux ?

La concentration sur Paris et sa ceinture d'un nombre déjà exceptionnel de moyens, si on compare avec l'ensemble du territoire, ou fallait-il, au contraire, conforter les universités existantes dans les régions périphériques de l'Île-de-France, cette "grande couronne" à une heure de Paris ? Créer de toutes pièces ou presque quatre universités "satellites" de Paris plutôt que de renforcer les pôles tels qu'Amiens, Reims, Orléans, Rouen,

etc. ne me semblait pas le meilleur choix possible. Ce n'est pas non plus dans la logique des délocalisations impulsées par les gouvernements d'Edith Cresson et de Pierre Bérégovoy qui nous ont permis d'accueillir à Orléans l'Université de La Poste, l'Institut Français de l'Environnement, l'Observatoire de la Loire, l'ORSTOM, quelques labos du CNRS supplémentaires, etc.

■ **Vous même avez retrouvé le chemin de l'URF de Lettres depuis la rentrée. Comment appréciez-vous les diverses évolutions de ces dernières années ?**

J'avais toujours dit que le jour où je n'aurais plus la charge de député ni de ministre je reprendrais mes cours, ce que j'ai fait au lendemain des dernières législatives. Les lieux ont changé entre-temps, et en mieux : j'avais pu obtenir d'Alain Savary que les préfabriqués dans lesquels j'avais enseigné cèdent la place à des bâtiments neufs, même si, comme mes collègues, je remarque qu'ils sont déjà insuffisants pour la population à accueillir ! Quant aux étudiants, on sent que l'on a à faire à des générations préoccupées par le chômage et par l'incertitude quant à l'avenir. Il y a en eux cette angoisse. C'est sans doute la principale évolution que j'ai sentie par rapport à mes anciens étudiants. A un niveau plus général, je ne perçois pas très bien l'actualité politique gouvernementale en matière d'université. Je ne sens pas une volonté très claire. Or, il y a beaucoup à faire... ■

